

21 juillet 2009, lancement du rapport arabe sur le développement humain 2009 - Pays arabes : affectés par les défis en matière de sécurité humaine

Le 21 juillet, à Beyrouth, se déroula le lancement officiel du rapport arabe sur le développement humain 2009 qui s'intitule « Les défis de la sécurité humaine dans les pays arabes ».

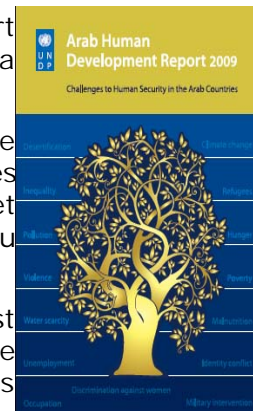
Ce rapport est le cinquième de la série des Rapports arabes sur le développement humain. Les rapports précédents signalaient que les graves carences en matière de liberté, d'autonomisation des femmes et de connaissances constituent des obstacles redoutables s'opposant au progrès et au développement dans la région.

Ce dernier rapport défend d'une part l'idée que la sécurité humaine est une condition préalable au développement humain et d'autre part, que les carences en matière de sécurité humaine assez répandues dans les pays arabes ont freiné les progrès de celui-ci.

Le rapport identifie sept menaces interreliées et note que la sécurité humaine ne peut devenir une réalité qu'à condition que toutes ces menaces soient prises au sérieux et que des mesures soient prises pour y parer de manière égale. Il signale plusieurs manières selon lesquelles les États arabes peuvent accroître la sécurité humaine :

- En renforçant l'état de droit pour garantir le respect des libertés et des droits essentiels, offrir des possibilités à tous et résoudre les conflits particulièrement déstabilisants liés au pouvoir et aux ressources.
- En protégeant l'environnement au moyen d'un renforcement des institutions, de l'adoption et de l'application de lois, de la prise en compte de l'environnement dans la planification du développement et de la sensibilisation à l'écologie par l'éducation des jeunes.
- En protégeant les droits des femmes, par la modification des lois et des attitudes qui renforcent la discrimination envers celles-ci. Le rapport signale que les femmes des pays arabes ont un accès limité à la justice et n'ont guère de possibilités de recours en droit lorsqu'elles sont victimes de violences. Dans les zones de conflits, l'insécurité des femmes s'accroît considérablement.
- En remédiant aux faiblesses structurelles des fondements de l'économie pétrolière des pays arabes et en favorisant l'instauration d'une économie plus diversifiée, axée sur les connaissances, qui assure un niveau d'emploi suffisant.
- En luttant contre la pauvreté et en éliminant la faim qui persiste malgré la richesse relative de la région. Il est estimé que 20 % de la population de la région arabe vit en-deçà du seuil de pauvreté reconnu sur le plan international à 2 dollars par jour.
- En améliorant la santé publique, en élargissant l'aspect à des soins de santé de qualité et d'un coût abordable, l'accent étant mis sur la médecine préventive, la lutte contre les pratiques culturelles néfastes pour la santé des femmes et la promotion de campagnes d'information du public compassionnelles sur le VIH/sida alliée à un accroissement du dépistage et du traitement.
- En mettant fin à l'occupation, aux conflits armés et aux interventions militaires qui infligent d'immenses souffrances humaines, anéantissent des décennies de développement économique et minent les fragiles progrès de la réforme politique en renforçant les forces extrémistes et en réduisant l'influence des modérés.

Ce Rapport a été élaboré selon un processus fortement consultatif. Il a puisé dans les contributions de plus de 100 chercheurs et érudits. Il a aussi été informé par une série de forums de jeunesse sur la sécurité humaine, un sondage d'opinion sur divers aspects de la sécurité humaine et une série d'essais rédigés par un échantillon représentatif de dirigeants et d'intellectuels sur les politiques arabes. Le PNUD a agi en tant qu'initiateur et gestionnaire du processus ; il a veillé à ce que tous les points de vue soient pris en considération, à ce que le produit final reflète un large consensus des experts impliqués



et à ce que ses messages et ses constats soient diffusés auprès d'une vaste audience de manière à favoriser un riche débat sur les priorités en matière de développement humain pour les quelque 330 millions d'habitants des pays arabes. Le rapport, parrainé par le PNUD et rédigé de manière indépendante par des experts et intellectuels des pays arabes, ne représente pas la position du PNUD.